

Proposition de motion déposée par les groupes "PS-VOORUIT", "MR", "Les Engagés", "PTB", "ECOLO-GROEN" et la "Team Fouad Ahidar", relative au respect de l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo et le retrait des troupes rwandaises et leurs supplétifs du M23 des Provinces de l'Est de la RDC.

F. LAANAN dit qu'elle voulait remercier l'ensemble des collègues cosignataires de ce texte, texte qui est très important.

Elle voulait également remercier N. BOMELE et P. KOMPANY qui ont été d'une grande contribution et qui ont d'ailleurs permis d'améliorer le premier texte qu'elle a déposé en apportant, en fait, un éclairage et des éléments factuels essentiels et pertinents qui permettront vraiment de donner à cette motion toute sa ferveur et sa puissance.

Elle dit que l'heure est grave et on ne parle pas, dit-elle, ici d'un simple conflit régional, mais d'une tragédie humaine et d'une crise internationale d'une ampleur sans précédent.

La République démocratique du Congo est en proie à une agression caractérisée menée par les troupes rwandaises et leurs supplétifs du 'M23'.

Ce que nous constatons, ce ne sont pas simplement des combats mais des massacres et ce ne sont pas simplement des dommages collatéraux, mais aussi des crimes de guerre, ce ne sont pas des conséquences malheureuses mais des violations systématiques des droits humains.

Nous ne pouvons plus détourner le regard. La chute de 'Goma' et de 'Bukavu' marque un tournant dramatique, et derrière ces noms de villages assiégés, ce sont des vies humaines brisées, des familles déplacées, des femmes et des enfants victimes d'atrocités indicibles.

On pense bien sûr au viol comme arme de guerre, plus de 6 millions de déplacés, des milliers de morts, une insécurité qui gangrène non seulement la République démocratique du Congo, mais toute la région des Grands Lacs.

Alors pendant ce temps, le pillage des ressources congolaises continue, les minerais extraits des entrailles de la RDC alimente nos technologies, nos smartphones, nos voitures électriques.

Mais à quel prix, pouvons-nous accepter que ces produits de progrès soient entachés du sang des Congolaises et des Congolais ?

L'Europe, la Belgique ne peut plus se contenter de condamnations formelles, il est, dit-elle, tant d'agir avec force et détermination.

Cette motion que nous portons aujourd'hui est un appel à la responsabilité et nous demandons bien entendu le retrait immédiat des troupes rwandaises et du 'M23' de l'est de la République démocratique du Congo, la suspension de l'aide financière et militaire au Rwanda que son soutien au 'M23' se poursuit, des sanctions ciblées contre les responsables de ces atrocités, à l'image des mesures qui ont été prises par rapport à d'autres États en violation du droit international, et une assistance humanitaire d'urgence pour répondre à la catastrophe en cours.

Nous devons être bien entendu, à la hauteur des valeurs que nous défendons.

Le droit international n'est pas une option, l'impunité ne peut pas être la norme, les viols de guerre utilisés comme arme de terreur doivent être punies.

Les responsables, quels qu'ils soient, doivent être traduits devant la Cour pénale internationale.

Le peuple congolais souffre, le peuple congolais résiste.

Elle voulait remercier la Commune d'Anderlecht et l'ensemble du Collège d'avoir hissé le drapeau congolais, elle dit que c'est vraiment un acte fort et un acte symbolique à Anderlecht et Anderlecht a une voix.

Et cette voix, nous la faisons entendre et nous la faisons voir par l'ensemble et pour tout cela, elle voulait remercier l'ensemble du Conseil.

D. ALLALI remercie F. LAANAN pour ces mots qui touche tous le Conseil.

Elle dit qu'elle prend la parole avec gravité, avec une indignation, mais aussi avec une détermination inébranlable.

Elle dit que ce qui se passe en République démocratique du Congo n'est pas un simple conflit, ça constitue un crime.

Un crime contre un peuple, contre des hommes, des millions d'hommes et de femmes et d'enfants qui subissent ces atrocités.

Goma est tombée, Bukavu est tombée, mais derrière ces noms de ville, dit-elle, ce sont des corps qui tombent, qui sont fauchés, des femmes qui sont violées, des enfants qui grandissent dans la terreur.

Elle se demande comment pouvons-nous accepter cela en 2025 ? Comment pouvons-nous continuer à fermer les yeux alors que sous nos yeux se joue des drames de brutalité inouïe ?

L'armée rwandaise et le 'M23' ne sont pas là pour la paix, très clairement, ils sont là pour piller, tuer, soumettre un peuple qui ne demande qu'à vivre libre.

Et pendant ce temps, l'Europe et la Belgique continuent de traiter avec 'Kigali' comme si de rien n'était, pendant que les minerais congolais sont pilés et revendus pour alimenter nos technologies et que le diamant profite à l'Occident.

Mais, dit-elle, nous avons une voix et aujourd'hui, cette voix doit être forte.

Ce que nous demandons, le retrait immédiat des troupes rwandaises et du 'M23' de l'est de la RDC, des sanctions concrètes contre les responsables de ces crimes, bloquer les comptes, suspendre les visas, interdire tout soutien militaire auprès du Rwanda.

Elle dit que nous savons le faire et que nous l'avons fait auparavant, pourquoi ne le fait-on pas maintenant ?

Un soutien humanitaire d'urgence car nous parlons de millions de déplacés, de vies brisées.

L'aide ne peut plus être une promesse lointaine, elle doit être immédiate.

Enfin la fin de l'impunité, elle dit que ces crimes doivent être jugés et la Belgique doit agir pour que la Cour pénale internationale poursuive 'Paul Kagame' et les dirigeants du 'M23'.

Nous sommes une nouvelle génération qui refuse la complaisance, qui refuse de justifier l'injustifiable.

Nous ne voulons pas d'un monde où les intérêts économiques passent avant les vies humaines.

Aujourd'hui, nous avons une responsabilité, nous devons oser dire que nous ne resterons pas silencieux car l'histoire retiendra celles et ceux qui ont osé se lever pour la justice et elle, elle choisit d'être de ceux-là.

N. BOMELE dit que c'est avec émotion qu'elle prend la parole ce soir.

Elle dit que cette motion est vraiment très importante pour des millions de congolais, car enfin ils voient que le malheur qui règne sur leur pays, la tragédie qu'ils vivent au quotidien depuis des décennies, enfin on en parle.

On viol, on tue, maintenant, on voit et on en parle.

Elle tient pour cela à remercier son groupe politique et tous les partis politiques cosignataires de cette motion pour leurs volontés ferme, cette volonté ferme d'être du côté de l'humain, leurs volonté ferme d'être du côté des droits au niveau international.

Elle dit qu'en exigeant le respect de l'intégrité territoriale de la RDC et le retrait des troupes rwandaises, ainsi que de leurs supplétifs 'M23' sur le territoire de la province de l'est de la RDC.

Elle dit que c'est important.

Elle veut dire aussi merci d'avoir écouté les cris de millions d'âmes tués injustement, d'avoir écouté la souffrance des femmes et bébés violés avec des armes tranchantes pour détruire leur appareil génital, tout simplement pour les utiliser comme arme de guerre.

Elle voulait aussi dire merci pour le désespoir des orphelins, de ces nombreux jeunes dont la jeunesse a été volée très tôt et qui ont eu pour unique apprentissage, le jeu cruel d'être des enfants-soldats ou des esclaves sexuels.

Elle dit ne pas vouloir répéter ce qu'on dit ses collègues ici, parce que c'est vraiment mis dans le texte.

Elle, ce qu'elle demande, c'est que notre commune a eu un soutien par rapport à cette souffrance de la population congolaise et a fait plusieurs demandes en cette motion afin de participer avec toutes les institutions de notre pays respectueuses des droits humains, du droit international de la paix et de la justice, à la résolution de ce drame à l'Est du Congo.

Et comme l'a bien dit F. LAANAN, il est temps d'agir et de ne pas seulement sanctionner par des belles paroles, mais de prendre des actions concrètes.

Tout le peuple qui souffre depuis des décennies remercie tous les cosignataires car ils n'ont pas hésité à cosigner, avec beaucoup d'émotion et on n'a pas dû le demander à 2 ou 3 reprises, cette motion, vous avez fait avec votre cœur et la population congolaise vous remercie et la population congolaise qui sont Belge d'origine comme elle, elle était vraiment très émue de voir comment le Conseil a cosigné et comment dans toute les communes celle-ci a été cosigné et elle tenait vraiment à remercier encore une fois tous les cosignataires et les invite vraiment à soutenir cette motion.

Elle remercie également le Conseil pour avoir écouté le désespoir et le cri du peuple congolais depuis des décennies.

S. BENNANI prend la parole ce soir en lieu et place de P. KOMPANY, qui malheureusement, est retenu en séance plénière et P. KOMPANY a vraiment insisté pour que S. BENNANI lise son texte en son nom car c'est un sujet qui le préoccupe énormément.

Elle dit que c'est avec un grand sentiment de responsabilité que P. KOMPANY cosigne cette motion, déposé au sein du Conseil communal d'Anderlecht, qui concerne la situation dramatique qui se déroule en République démocratique du Congo.

Cette motion, qui vise à soutenir l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et à exiger le retrait des troupes rwandaises et du 'M23' des provinces de l'Est, vient s'ajouter aux démarches déjà entreprises à la Chambre des représentants et au Parlement bruxellois.

P. KOMPANY l'a déjà apporté à la Chambre et comme 'Les Engagés' l'ont également fait également au Parlement bruxellois, nous entendons aujourd'hui à l'échelle locale, contribuer à l'effort collectif pour que cette crise trouve enfin une issue pacifique et juste.

Il est fondamental de comprendre qu'une situation d'une telle gravité, avec des millions de vies en jeu, ne peut rester sans réponse.

Nous avons déjà vu que les motions déposées à la Chambre, au Parlement bruxellois ont recueilli un large soutien et ont été votés à l'unanimité.

Aujourd'hui, ici à Anderlecht, nous devons nous aussi envoyer un message fort et unifié.

Le rôle des autorités locales, bien que parfois, sous-estimé est essentiel pour que la Belgique prenne des mesures concrètes et efficaces, nous devons nous assurer que cette motion communale ait le même impact que celle a-quoi ont été porté au niveau fédérale et régionale.

La situation en République démocratique du Congo est alarmante, le 'M23' et les troupes rwandaises agissant en soutien à ce groupe armé, ont violé l'intégrité territorial de la RDC.

Plus de 6 millions de déplacés, des milliers de morts, des atrocités quotidiennes, des violences sexuelles utilisées comme arme de guerre, voilà le triste tableau auquel nous assistons.

L'agression menée contre 'Goma', puis la chute de 'Bukavu' n'ont fait qu'aggraver cette crise.

C'est événement marque un tournant dramatique, à un moment où l'indifférence n'est plus une option.

En tant que responsable politique, nous avons l'obligation de réagir, il ne s'agit pas seulement d'un enjeu géopolitique, mais d'un enjeu humanitaire de première importance.

Aujourd'hui à Anderlecht, nous avons la possibilité de peser sur ce débat et de contribuer à la mobilisation nécessaire pour que notre pays, la Belgique, continue de prendre des mesures fermes car il est vital que la Belgique, en collaboration avec l'Union européenne, poursuive et renforce son engagement en faveur de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo.

C'est pourquoi, P. KOMPANY tient à souligner l'importance du travail du ministre des Affaires étrangères, M. PREVOT, qui avec audace, force et détermination sans précédent, a pris des mesures concrètes face à cette situation.

Par son action, M. PREVOT a montré qu'il est possible d'adopter une approche résolue, qu'il est possible de faire pression sur les responsables de ces agressions.

Il faut saluer cette prise de responsabilité qui dépasse les actions de ses prédécesseurs et qui inspirera d'autres pays à suivre cet exemple de fermeté, de solidarité.

En tant que commune d'Anderlecht, nous avons un rôle à jouer, même si nous sommes à une échelle locale.

Cette motion est notre manière de contribuer à un effort national et international pour mettre fin à cette guerre, pour soutenir la République démocratique du Congo, pour demander justice, il est important de comprendre que chaque geste compte.

Si cette motion parvient à être un catalyseur pour que d'autres collectivités locales, d'autres institutions publiques et d'autres citoyens se mobilisent, alors nous aurons déjà fait un pas décisif vers un jugement concret.

P. KOMPANY invite tous les membres du Conseil à soutenir cette motion et à s'engager pour que la Belgique continue à jouer un rôle de premier plan dans la résolution de cette crise car ensemble, nous devons nous assurer que l'intégrité de la RDC soit respectée et que les crimes de guerre cessent et que ceux qui en sont responsables soient traduits en justice.

Ce soutien que le Conseil apporte aujourd'hui doit servir de tremplin pour de futures actions diplomatiques, humanitaires et politiques.

Cette motion est bien plus qu'un acte symbolique, elle est le reflet de notre solidarité envers le peuple congolais, de notre engagement pour la paix, de notre conviction que la Belgique peut et doit être un acteur de changement dans cette crise.

P. POLANCO dit qu'elle se joint à F. LAANAN qui a résumé ce qu'il y avait dans la motion car la situation est grave et on parle effectivement de massacre et de violation de droits humains.

Aujourd'hui à Anderlecht, dit-elle, le Conseil ne reste pas passif face à ces violences et se dit fier et émue de voter ces 2 motions qui sont importantes pour la justice, contre les violences et de faire une unité ici sur une base aussi internationale.

Elle dit avoir deux petites remarques concernant le texte mais qui ne sont pas des rajouts.

La première c'est au niveau du point où on demande que la Belgique prenne la tête d'une initiative internationale à travers les Nations Unies ou l'Union européenne, elle voulait juste proposer, que, vue que l'Union européenne n'a pas à intervenir, elle n'a pas le droit d'agir sur le territoire africain et du coup, nous on voulait remplacer l'Union européenne par l'Union africaine.

La deuxième concerne l'aide au développement, elle propose de supprimer les aides au développement car celles-ci sont en général pour les populations les plus fragilisées et elle ne pense pas qu'au Rwanda se sont ces populations qui aujourd'hui bénéficient de toutes les richesses du Congo, mais ce sont plutôt les grandes entreprises.

Elle dit que l'aide au développement au Rwanda a servi à faire des centres médicaux dans des zones rurales, ainsi que former des sage-femmes, ce qui a réduit la mortalité infantine.

Elle propose de faire ces petits changements et sinon dit-elle le texte est bien.

N. EL ARBAOUI zei dat ze F. LAANAN wilde bedanken voor haar verzoek om deze motie mede te ondertekenen en zei dat het een erg goede tekst was en het 'TEAM FOAUD AHIDAR' steunt haar in ieder geval.

Duizenden Congolezen leven in een nachtmerrie, zegt ze, de mensen worden onderdrukt door een onrechtvaardige oorlog die ze niet hebben gewild.

Jarenlang zijn de Congolezen genegeerd en als elders in de wereldconflicten uitbreken, vraagt ze zich volgens ngo's en internationale leiders af waar ze naartoe zullen gaan, niet Congo, maar dit moet stoppen.

Sinds maart 2023 is het geweld opnieuw geëscaleerd door de 'M23'-rebellens, die gesteund worden door Rwanda.

De gevolgen zijn natuurlijk desastreus, er zijn 7 miljoen Congolese vluchtelingen, waaronder 3,5 miljoen kinderen.

150 vluchtelingen verblijven momenteel in 'Goma', zonder enige basisbehoeften.

Rwandese troepen controleren strategische mijnen waar tin en coltan worden gedolven, deze worden wereldwijd gebruikt in smartphones en andere elektronische apparaten.

WN-rapporten bevestigen deze feiten, maar, zegt ze, maar de internationale reactie blijft uit.

De Rwandese president Paul Kagame wordt al jaren beschuldigd van militaire inmenging in Congo. Hij steunt actief de 'M23'-rebellens die verantwoordelijk zijn voor massamoorden en flagrante mensenrechtenschendingen.

En ondertussen kijkt de wereld toe, zegt ze.

In februari 2024 is er een economische overeenkomst van 900 miljoen euro's gesloten met Rwanda voor de levering van mineralen, de meeste van deze mineralen zijn afkomstig van illegale exploitatie uit Congo.

Het is tijd voor actie, 'TEAM FOUAD AHIDAR' steunt deze motie van harte en roept op tot sancties tegen Rwanda, geen economische samenwerking zoals gepland, een einde aan de oorlog en illegale mijnbouw in Congo.

Wij staan aan de kant van het Congolese volk en we zijn heel trots dat Anderlecht deelneemt aan dit voorstel.

De regering en de EU moeten verantwoordelijkheid tonen. Het is niet langer mogelijk om de andere kant op te kijken.

Wij stemmen voor dit voorstel en hopen dat onze stem vandaag en zeker die van Anderlecht het begin zal zijn van een verandering voor het Congolese volk.

N. KAMMACHI dit que bien évidemment le groupe 'ECOLO/GROEN' soutient et cosigne cette motion.

Elle avait juste envie de dire que la plus grosse frustration c'est le silence lorsque on est face à des crimes, dit-elle.

Et malheureusement, beaucoup de personnes se sentent frustrées par le 2 poids, 2 mesures.

C'est à dire qu'effectivement le fait d'aujourd'hui porté notre voix en tant que politique et de dire stop à ces crimes.

Ça visibilise ce qui se passe en République démocratique du Congo, et il y a d'autres événements qui se passent dans le monde et qui reste sous silence.

Le groupe 'ECOLO/GROEN' a envie de rajouter ici est qu'il soutient bien évidemment parfaitement tout ce qui est mis dans la motion comme actions concrètes pour qu'Anderlecht dise 'Stop' à ces massacres et mette les moyens pour pouvoir arrêter ces massacres concrets.

Elle dit avoir été heureuse que F. LAANAN l'aie contacté pour dire qu'on avait hissé le drapeau de la République démocratique du Congo ici à la Commune.

Elle avait envie de dire, qu'aujourd'hui, il y a un autre conflit qui est terrible et qui se passe en Palestine.

Elle dit qu'elle aimerait vraiment que l'on hisse également le drapeau de la Palestine à la Commune.

S. BENNANI dit qu'elle voulait juste réagir sur deux éléments, un premier élément, dit-elle, consistant à dire de ne pas marquer l'Union européenne et de la remplacer par l'Union africaine, sauf que, dit-elle, l'Union européenne à des partenariats avec le Rwanda et finance aussi également le Rwanda et donc à partir du moment où ils commettent des crimes de guerre, où il commettent des violences et des viols sur des enfants, il est inenvisageable que l'Union européenne maintienne ses partenariats avec le Rwanda.

Concernant l'aide au développement, dit-elle, elle se permet quand même de rappeler que la Belgique a rompu toute forme de relation diplomatique et qu'elle a rappelé tous les diplomates en Belgique.

La Belgique coupe également l'aide au développement parce que et elle est désolée, si le groupe 'PTB/PVDA' ne veut pas respecter les Congolais, si vous ne respectez pas leur intégrité territoriale parce que 'Goma' ne s'est pas né hier, 'Goma' c'est là depuis plusieurs années et tout ça est passé sous le silence.

Ce n'est pas un conflit qu'on a beaucoup mis en lumière, mais la vérité c'est que ça existe depuis des années et 'LES ENGAGES', dit-elle, l'a dénoncé avec fermeté et détermination.

Mais ici, dit-elle, on n'est pas un 'Mister Cash' ou un 'Bancontact', soit on se plie, on respecte les gens et on respecte les habitants du Congo, soit ce n'est pas la peine de leur donner de l'argent.

F. LAANAN dit que par rapport à la demande de P. POLANCO, elle voulait juste préciser que P. KOMPANY et N. BOMELE lui ont transmis quelques petites améliorations qui pourraient rencontrer les demandes de P. POLANCO.

Notamment, dit-elle, au 4e alinéa de la motion, on modifiera un petit peu texte en mettant qu'il est demandé à la Belgique de rester à l'avant-plan et de continuer à jouer un rôle actif et on pourrait y ajouter l'Union africaine si P. POLANCO le souhaite, cela ne va pas transformer complètement la volonté du texte.

Au 7e alinéa, dit-elle, il y a encore une autre proposition et qui répondrait aussi aux considérations qui viennent d'être évoquées ici, c'est que l'on ajoutera à la dernière phrase qui dit : 'en attendant, il est urgent que la Belgique et l'Union européenne apportent une aide adaptée', il serait ajouté, évidemment, aux pays qui subit l'agression et donc celui qui subit l'agression, c'est la RDC, pour pas qu'il y ait d'ambiguïté sur le fait qu'on vienne aider, puisque c'est vrai qu'on le sait, il y a une coopération qui est faite à l'égard du Rwanda.

Mais ici, dit-elle, on demande de stopper ce type d'aide.

Ensuite, dit-elle, dernière phrase qui répondra à l'intervention de S. BENNANI, c'est à dire qu'après le 10^{ème} considérant, on en ajoute un 11^{ème} qui dirait 'Vu la fermeture unilatérale et brutale de l'ambassade de Belgique au Rwanda, suivie de la mesure

belge ferme de réciprocité diplomatique équivalente au nom du ministre fédéral des Affaires étrangères belge.

Elle pense qu'avec ces éléments qu'elle transmettra aux services, ça permettra de rencontrer l'ensemble des considérations.

Elle voulait remercier le traducteur de la Commune, qui l'a contacté pour que toutes les interprétations et les traductions se fassent dans les bonnes considérations et donc à poser toutes les bonnes questions et elle voulait vraiment le remercier parce qu'elle a été un peu rude avec lui par mail et dire qu'elle apprécie sa bonne volonté dans le travail qu'il réalise avec sa collègue.

P. POLANCO tenait à dire que le groupe 'PTB/PVDA' cosigne la motion et que du coup elle trouve que les dernières modifications étaient très bien.

Elle voulait apporter une petite précision en disant que si demain la France et la Belgique sont en guerre et les aides sont coupés, ce ne sont pas les habitants de 'Cureghem' ni les habitants de 'Saint-Gilles' qui décident d'aller en guerre.

Elle trouve qu'il faut faire la différence aussi au Rwanda et les gens qui sont dans la misère, eux ne profitent pas du sous-sol congolais mais ce sont les grandes multinationales.

Elle trouve très juste ce qu'a dit S. BENNANI sur l'Union européenne qui achète des minéraux qui viennent de là-bas et donc sur ce point-là elle l'a rejoint

Elle dit que si l'Union africaine est ajoutée, elle trouvera cela vraiment chouette.

S. BENNANI dit que le Conseil ne peut pas prendre d'initiative au nom de l'Union africaine, la Belgique ne peut pas d'initiative au nom de l'Union africaine parce que s'appelle du colonialisme.

Elle dit que c'est l'Union africaine qui prend l'initiative et dit que rajouté ça cela s'appelle du colonialisme.

P. POLANCO tenait à dire que ce n'est pas ça qu'elle demandait comme modification, c'était juste changer 'La Belgique prene la tête' par 'que la Belgique prene l'initiative internationale à travers les Nations unies, donc à travers les Nations unies et l'Union africaine'.

Elle dit que le groupe 'PTB/PVDA' soutient leur point de vue et trouve que la remarque de S. BENNANI est très juste sur l'Union européenne.

N. BOMELE dit qu'en matière d'aide au développement, c'est un sujet qu'elle connaît bien par rapport au Rwanda.

Sachez, dit-elle, que le montant de l'aide au développement était souvent utilisé pour acheter les armes qui vont aggraver la population comme dans l'est de la RDC.

Aussi bien les 23 millions d'euros qui seront donnés par l'Union européenne vont aussi aggraver la population congolaise

Et elle veut aussi dire quelque chose d'important, P. POLANCO parlait des minerais qui sont utilisés par les multinationales, mais, dit-elle, le Président du Rwanda 'Paul

Kagame' les utilise aussi pour construire son pays et aussi pour faire profiter à sa population d'où elle ne pense pas que c'est important de rajouter ça, parce qu'on a vu que cette somme servait au viol et au massacre de la population congolaise.